

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article2497>



Référendum en Islande, un symbole dans le chaos actuel

- Actualité Evènements-Soutiens - Evènements -



Publication date: lundi 31 août 2026

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Ainsi donc, les Islandais ont décidé, par 52,8%, le samedi 29 août, de dire Non à la reprise du processus d'adhésion à l'Union européenne.

La première chose que nous devons saluer est que le gouvernement, pourtant favorable au oui, s'incline devant la volonté des électeurs. Quelle différence avec nos gouvernants qui, non seulement critiquent le principe même des referendums, mais en bafouent les résultats !

Ainsi l'Islande rappelle qu'elle est la plus vieille démocratie au monde et qu'elle entend affirmer cet héritage. En 2009, on se souvient qu'éclate une crise des banques en Islande ; les experts et les agences de notation dressaient pourtant jusque-là pour les banques islandaises un très bon bulletin de santé qui s'est finalement révélé faux. Ah, la neutralité des "experts" ! Le Président islandais Ólafur Ragnar Grímsson a alors décidé de faire un référendum sur le remboursement de la dette des banques envers le Royaume Uni et les Pays Bas en 2010. On se souvient de sa déclaration : *« une armée d'experts et d'autorités financières me disaient : si vous autorisez les gens à s'exprimer, vous isolerez financièrement l'Islande pour des décennies. Le scénario catastrophe serait sans fin... J'étais devant un choix fondamental entre les intérêts financiers d'un côté, et la volonté démocratique du peuple de l'autre.... Je le dis aussi à mes amis européens, la partie la plus importante dans nos sociétés, ce ne sont pas les marchés financiers. C'est la démocratie, les droits de l'homme »*. Les Islandais votent massivement non et confirmeront cette décision l'année suivante par un second référendum.

La différence avec la France est fondamentale. Devant un vote des Français en 2005 contre un Traité Constitutionnel Européen, le Président pseudo gaulliste Nicolas Sarkozy bafoue en 2007 la souveraineté populaire et nationale, prétendant que s'opposer à un texte européen isolerait le pays. Théorème absurde car les relations internationales et même européennes ne se limitent pas à l'acceptation de tous les diktats d'une commission de Bruxelles technocratique ; ainsi l'Islande reste aujourd'hui étroitement associée à l'UE via son appartenance à l'Espace économique européen (EEE) et à l'espace Schengen.

L'association pour une Constituante avait, dès les années 2010, considéré l'importance symbolique de la démocratie islandaise. Elle avait organisé une conférence avec Madame l'ambassadrice d'Islande à l'école Normale supérieure (Voir [FILM de la conférence-débat "Constituante en Islande" du 22 janvier 2013 à l'École Normale Supérieure](#)). Elle avait suivi les étapes de ce processus démocratique, en particulier l'élection de la Constituante islandaise (Voir [Islande : Une vraie assemblée constituante est aussi un combat](#)) et les choix politiques du Président islandais (Voir [« Le plus important, et je le dis à mes amis européens, ce ne sont pas les marchés financiers. » Entretien avec Ólafur Ragnar Grímsson, élu cinq fois à la tête du « laboratoire » islandais.](#))

Elle considère le vote de samedi comme un symbole des enjeux démocratiques contre des « experts » à gage et leurs relais médiatiques. En effet, comme nous l'avons toujours dit, la question n'est pas et n'a jamais été d'être pour ou contre l'Europe. Elle est d'accepter enfin l'idée qu'une construction européenne n'impose pas un chemin unique, mais au contraire l'acceptation des volontés nationales au sein d'une relation collective pacifique.



Ólafur Ragnar Grímsson, Berglind Ásgeirsdóttir et André Bellon